

# LE POINT DE RENCONTRE

## Libéral et Croyant

N° 25 - octobre-novembre 1991

Directeur de la publication :

Jacqueline BALESTIER

Le numéro : 10 francs

Rédacteur en chef :

Remi de VERDILHAC

---

EDITORIAL ... EDITORIAL ... EDITORIAL ... EDITORIAL ... EDITORIAL

---

### UN AUTRE MUR DOIT TOMBER

C'est celui dans lequel le Pape JEAN PAUL II vient d'ouvrir une large brèche par l'Encyclique **Centesimus Annus** : la méfiance réciproque poussée parfois jusqu'à l'hostilité, entre catholiques et libéraux. Pour mettre enfin un terme à cette guerre froide (qui a dominé l'histoire politique des pays latins depuis 1815, le Congrès de Vienne et la Sainte-Alliance) il faut en voir nettement les racines. On leur donnait jadis le nom de **Question romaine**, car le pouvoir temporel des papes sur un tiers de l'Italie centrale était l'ultime obstacle à l'unification nationale entreprise par la Maison de Savoie.

Fréquemment, l'Histoire bifurque sur une tragédie personnelle. A Rome, le 15 novembre 1848, le premier ministre du Pape, Pellegrino ROSSI, est tué par des émeutiers, enflammés par la chute de Louis-Philippe en France et celle de Metternich en Autriche. C'était un économiste libéral, choisi à ce titre par PIE IX qui projetait des réformes et avait libéré des républicains emprisonnés par ses prédécesseurs. Le Pape lui-même doit s'enfuir à Gaëte ; il rentrera à Rome sous la protection de troupes françaises. Désormais, PIE IX sera animé d'une inflexible volonté de rétablir l'autorité de sa fonction. Ses états seront finalement annexés au royaume d'Italie en 1870 à la faveur de la défaite de Napoléon III. Mais son pouvoir dogmatique sera renforcé par un vaste effort missionnaire, et les partis ultramontains seront appuyés par le SYLLABUS et surtout la promulgation de l'infaillibilité pontificale au Concile Vatican I.

Cependant, le courant des idées, autant que les remous politiques, rendaient périmées les institutions absolutistes ; LEON XIII recommandera aux catholiques français un RALLIEMENT à la république, et les Papes qui lui ont succédé ont peu

# LE POINT DE RENCONTRE

---

EDITORIAL ... EDITORIAL ... EDITORIAL ... EDITORIAL ... EDITORIAL

---

à peu gagné en prestige moral et en influence intellectuelle plus que ne leur apportait une fragile monarchie temporelle. Une fois encore saluons la prescience de Frédéric BASTIAT écrivant en 1849 ce dialogue imaginaire :

« *Les affaires de Rome ont-elles une solution possible ? — Oui. — Laquelle ? — Qu'il se rencontre un Pape qui dise : **Mon royaume n'est pas de ce monde.** — Vous croyez que ce serait la solution de la question romaine ? — Oui, et de la question catholique et de la question religieuse* ».

(Œuvres complètes, tome 7, page 357).

Cependant, la Papauté n'est jamais neutre devant les problèmes permanents de la vie politique, tels que les rapports entre l'Etat et la Société civile. Car la morale ne peut jamais être exclue d'une vision religieuse des devoirs des personnes ; l'Eglise a la mission de rappeler les liens entre l'éthique du Décalogue et le message théologique de la Révélation. C'est en se préoccupant constamment de l'évolution des idées dans ces domaines que les Pontifes romains ont acquis une autorité qui ridiculise l'ironique question de Staline : "Le Pape, combien de divisions ?".

Il aura fallu, toutefois, l'élection du Pape Polonais pour que la position officielle de l'Eglise catholique prenne acte de la validité des théories libérales en économie. Ayant vécu, travaillé, réfléchi et lutté contre l'oppression soviétique, JEAN PAUL II a compris et maintenant affirmé que l'Economie de Marché est un irremplaçable outil de perfectionnement de "tout homme et de tous les hommes".

Aux libéraux — croyants ou agnostiques — de ne pas laisser échapper cette providentielle occasion d'annuler les frontières intellectuelles néfastes entre deux tempéraments complémentaires des populations civilisées : l'individualisme hostile à toute contrainte, et le solidarisme soucieux du sort des moins "rentables".

Raoul AUDOUIN

# Libéral et Croyant

...REALISME ET SPIRITUALITE : L'EGLISE ET L'ECONOMIE DE MARCHÉ...

## LE CAPITALISME SAINEMENT COMPRIS DANS LA PERSPECTIVE DE L'HUMANISME CHRETIEN

*Lors de l'Université d'été 1991 de la Nouvelle Economie, le Professeur Michael NOVAK a présenté un lumineux rapport sur l'Encyclique. Nous en traduisons ci-après quelques pages prises dans l'introduction et dans la conclusion.*

Tandis qu'à une époque passée le facteur de production décisif était **la terre** et plus tard le capital — entendu comme un ensemble complexe d'instruments de production — aujourd'hui le facteur décisif est de plus en plus **l'homme lui-même**, c'est-à-dire son savoir, spécialement ses connaissances scientifiques, sa capacité d'organisation de relations multiples et cohérentes, ainsi que son habileté à percevoir les besoins d'autrui et à leur donner satisfaction.

(Centesimus Annus § 32).

**Centesimus Annus** a explosé dans le ciel romain le 2 mai 1991, comme si un avion franchissait le mur du son. Même le premier regard superficiel sur cette nouvelle encyclique du Pape JEAN PAUL II poussa les commentateurs du monde entier à prédire qu'elle ferait monter à un niveau supérieur les termes du débat. Suscitant immédiatement des éloges à la fois à gauche et à droite, cette encyclique parut à certains la plus capitale, dans une série dont elle fait partie. Répondant à des questions soulevées à propos d'économie politique et de libres institutions sociales par les événements de 1989, c'est une réassertion classique de l'anthropologie chrétienne.

Lorsqu'il était Karol WOJTYLA, le Pape avait déjà accompli une œuvre importante en phénoménologie, spécialement dans son livre **The Acting Person**. Le titre de cet ouvrage nous fournit une clef sur l'approbation nuancée que le Pape donne maintenant à un capitalisme sainement compris — le capitalisme qu'il recommande à sa Pologne natale, aux autres nations précédemment socialistes, et au Tiers Monde. Cette approbation a surpris maints commentateurs. Par exemple, le **Financial Times** de Londres avait prédit une retentissante prise de position en faveur

# LE POINT DE RENCONTRE

---

## ... REALISME ET SPIRITUALITE : L'EGLISE ET L'ECONOMIE DE MARCHÉ ...

---

d'un socialisme plus poussé que celui de Neil KINNOCK, Willy BRANDT et José GONZALES. C'est à d'autres conclusions que le Pape JEAN PAUL II a été conduit par l'anthropologie chrétienne et, en outre, par son observation pénétrante de la façon dont le monde travaille.

Le succès de **Centesimus Annus** est dû, de toute façon, à sa profondeur philosophique. L'encyclique arrive à un moment où le monde a tiré nombre de leçons de la longue bagarre idéologique de ce siècle, le plus sanglant de tous. Des trois grandes idéologies qui ont marqué le XX<sup>e</sup> siècle, la première à s'effondrer fut le national-socialisme, puis le socialisme communiste. De l'Europe de l'Est, du Tiers Monde, beaucoup interrogent le Pape : et maintenant ?..

Le Pape pense à présent à une structure sociale tripartite, composée d'un système politique libéral, d'une économie libre, et d'une **culture de liberté**. Il dit, en fait, que le grand débat politique de ce siècle est clos en faveur de la démocratie ; et que le grand débat économique est clos en faveur du capitalisme sainement compris. Il souligne fortement que nous attend un formidable effort quant à ce qui concerne la culture de la liberté. Si nous avons la politique et l'économie grosso modo d'aplomb, comment devrions-nous façonner notre culture ? Comment devons-nous effectivement vivre ? Telles sont les questions fondamentales que **Centesimus Annus** pose pour le prochain siècle.

Avant de nous plonger trop avant dans les détails, il serait bon de nous mettre en mémoire un schéma des six chapitres de l'encyclique.

En premier lieu JEAN PAUL II entreprend une "relecture" de **Rerum Novarum** dont il célèbre le centième anniversaire ; il en donne ainsi une réinterprétation autorisée. Bien que LEON XIII ait prédit la "futilité" du socialisme, il n'existait à son époque aucun Etat socialiste. Sa description des conséquences prévisibles des idées socialistes s'est trouvée amplement confirmée par le témoignage des Européens de l'Est après 1989.

Au chapitre 2, JEAN PAUL II relève les "nouvelles choses" qui se sont produites depuis 1891 et qui nous affectent encore aujourd'hui. Il analyse les déficiences de l'anthropologie socialiste, et décrit les réformes qui ont modifié profondément le "capitalisme réellement existant" dans les pays avancés par rapport à ce qu'il était en 1891.

Dans le troisième chapitre, JEAN PAUL II prend le temps de réfléchir sur les grands événements de "L'Année 1989", l'un des "grands crus" de l'histoire humaine, l'année d'un "partage des eaux". Il analyse les raisons de l'effondrement du socialisme, et les leçons d'une importance mondiale qu'il faut en tirer.

## Libéral et Croyant

---

### ...REALISME ET SPIRITUALITE : L'EGLISE ET L'ECONOMIE DE MARCHÉ...

---

Dans le quatrième, le Pape se tourne vers le thème classique chrétien de la "propriété privée et de la destination universelle des biens matériels". Il y a quelque affinité entre cette tradition et la doctrine libérale de LOCKE sur la propriété privée. Dans cette partie, la plus longue de l'encyclique, le Pape examine les politiques économiques sous l'angle de leur compatibilité avec la dignité de la personne humaine. Ici, il développe sa nouvelle conception de l'initiative, de l'entreprise, du profit, et du capitalisme lui-même.

Le chapitre 5 discute de l'Etat et de la culture. Il y souligne les notions de gouvernement limité, de limitation réciproque des pouvoirs, des droits humains, et des limitations à opposer à l'Etat en ce qui concerne les protections sociales. Il critique plutôt rudement les excès actuels de l'Etat-Providence. Il évoque tout autant le domaine moral et culturel, trop souvent oublié : "Les gens perdent de vue le fait que la vie en société n'a pas pour finalité ultime le marché ni l'Etat (§ 49). C'est là également que l'on trouve les commentaires du Pape sur l'élaboration d'une "culture de la paix".

Le chapitre 6, concluant dans le registre théologique, regarde l'avenir. Nous sommes, estime le Pape, "de plus en plus conscients du fait que la solution des problèmes graves, nationaux et internationaux, n'est pas seulement affaire de production économique, ni d'organisation juridique ou sociale". La plupart des problèmes d'aujourd'hui réclament aussi "des valeurs éthiques et religieuses, aussi bien que des changements de mentalité, de comportement, et de structures" (§ 60). Les structures les plus parfaites ne fonctionneront pas si les citoyens n'ont pas les attitudes, habitudes et comportements appropriés.

En somme, **Centesimus Annus** appelle à une réforme sérieuse des institutions morales et culturelles des sociétés démocratiques et capitalistes — y compris les moyens de masse d'information, les spectacles, les universités, les familles — pour faire en sorte que la démocratie et le capitalisme se montrent capables de tenir leurs meilleures promesses. Ni la préservation de l'espace de liberté politique réalisée par la démocratie, ni l'affranchissement des servitudes de la pauvreté, que le capitalisme est parvenu à opérer, ne suffisent, même combinés, à combler l'aspiration humaine à la vérité et à la justice. Seule une existence vitalisée par la culture — et dans ses hauteurs infusée de la Grâce Divine, peut y parvenir. Entre temps, quelque deux milliards de pauvres gens sur notre planète restent aux portes des sociétés politiquement libres et des économies libres, et leur sort ne peut pas être oublié. Des réformes pratiques de l'ordre économique international sont extrêmement souhaitables et urgentes.

\*  
\*   \*  
\*

# LE POINT DE RENCONTRE

...REALISME ET SPIRITUALITE : L'EGLISE ET L'ECONOMIE DE MARCHÉ...

## Sur les limites du capitalisme

Le Pape n'ignore pas les coûts d'un capitalisme moderne désormais fondé sur la créativité humaine ; le revers de celle-ci est ce que Josef SCHUMPETER appela "destruction créatrice". La constante transformation des méthodes de production et de consommation dévalorise certaines aptitudes professionnelles et autres expertises longues à acquérir (§ 33). Il s'inquiète des gens âgés, des jeunes sans emploi, et en général des plus faibles.

[...]

Le Pape tient aussi beaucoup à distinguer le capitalisme sainement conçu du capitalisme "primitif" ou "ancien"... Il y a trois situations qu'il désapprouve :

- 1) un capitalisme qui signifie "domination des choses sur les gens" ;
- 2) les situations où les règles des premières périodes du capitalisme règnent "encore dans des conditions de rigueur insensible, en tous points équivalentes aux plus sombres moments des débuts de l'industrialisation" ;
- 3) ces systèmes dans lesquels "la terre est encore l'élément central du processus économique, alors que ceux qui cultivent sont exclus de la propriété et réduits à une position de quasi-servitude".

En revanche, le Pape est **favorable** à "une société de libre travail, d'entreprise et de participation (cf. 35), et il ajoute :

*« Une telle société ne s'oppose nullement au marché, mais demande que le marché soit contrôlé de façon appropriée par les forces de la société et par l'Etat, de façon à ce que les besoins fondamentaux de la Société dans son ensemble soient satisfaits ».*

L'expression "contrôlé de façon appropriée" exclut une version de "Laissez Faire" pur et simple, mais correspond à la conception d'une société "tripartite" énoncée au paragraphe 42. La "Société" est ici distinguée de "l'Etat" ; les institutions morales et culturelles de la société civile sont distinguées des organes politiques de gouvernement. La Société et l'Etat assurent l'une et l'autre l'encadrement, l'équilibrage et la régulation de l'économie. Que le Pape n'entende pas par là une méthode socialiste de "contrôle", cela ressort à l'évidence d'une phrase antécédante où le Pape est parfaitement explicite : "ce qui est proposé ici comme une autre voie n'est pas le système socialiste".

[...]

## Libéral et Croyant

---

### ...REALISME ET SPIRITUALITE : L'EGLISE ET L'ECONOMIE DE MARCHÉ...

---

Curieusement, le Pape préfère désigner le capitalisme qu'il approuve, par les expressions économie d'échanges, ou de marché, ou simplement : économie libre. C'est probablement en raison de l'acception européenne du mot "capitalisme". Pour ma part (c'est NOVAK qui parle) je préfère parler de capitalisme démocratique, plutôt que d'économie de marché, pour éviter toute confusion avec l'option "libertarienne" étroitement focalisée sur le seul système économique. Car, en réalité, dans les sociétés évoluées d'aujourd'hui les institutions d'ordre juridique et politique, et celles d'ordre culturel influent considérablement sur le système économique, le modifient et le "contrôlent" réellement.

Le Pape note aussi trois limites au principe de marché libre :

- 1) nombre de besoins humains ne sont pas susceptibles d'être satisfaits par le marché ;
- 2) certains biens "ne peuvent et ne doivent pas être achetés et vendus" ;
- 3) des groupes entiers de population sont démunis de ressources pour accéder au marché, et ont besoin d'une assistance hors marché.

Outre la primordiale responsabilité, humaine et chrétienne, de veiller à ce que les pauvres soient effectivement assistés, le Pape discerne nombre d'autres exigences morales encadrant et imprégnant les activités économiques. Des précautions doivent être prises pour protéger l'environnement ; le bien commun de tous ne doit pas être lésé mais servi ; les êtres humains doivent être respectés dans leur dignité et leur finalité propre, et non pas manipulés comme des instruments ; les efforts doivent être accrus pour établir un cadre favorable à la créativité, au plein emploi, à un revenu décent pour la famille et pour que des institutions garantissent divers risques sociaux. Les tâches à remplir pour une bonne société sont nombreuses. Aucun système n'a autant de perspectives de fournir tous ces bienfaits, que n'en a le système de marché. Mais pour qu'il soit jugé entièrement bon, il lui faudra les fournir réellement.

\*  
\*   \*  
\*

En ce qui concerne la croissance démographique, l'intuition du Pape percevant le "capital humain" comme la ressource principale des nations, est riche de développements à venir. Ceux qui prétendent dogmatiquement que les pays à population dense doivent être pauvres, ou qu'une population nombreuse engendre la pauvreté, n'ont pas réfléchi sérieusement sur le cas du Japon, de Hong Kong ou des Pays-Bas. L'insistance du Pape sur la créativité potentielle de tout être humain éclaire la raison pour laquelle des populations aussi denses peuvent être riches. Il donne à penser que chaque personne peut créer pendant son existence plus qu'elle n'y consomme. Tel est le principe même du progrès économique.

## LE POINT DE RENCONTRE

---

### ...REALISME ET SPIRITUALITE : L'EGLISE ET L'ECONOMIE DE MARCHE...

---

La cause de la pauvreté n'est pas le surpeuplement, mais, au contraire, elle est dans un système de politique économique qui bloque la créativité dont Dieu a doté tout homme et toute femme.

[...]

La théologie de la libération en Amérique Latine a eu le mérite d'attirer l'attention mondiale sur les pauvres qui y vivent, notamment en Amérique Latine et en Afrique. Mais ces théologiens ont fait une analyse erronée de la dynamique de pauvreté ; ils se sont, pour la plupart, fondés sur des concepts marxistes périmés et dysfonctionnels (notamment l'abolition de la propriété privée, la lutte de classe, la théorie de la valeur-travail, et le "jeu à somme nulle" des oppresseurs et des opprimés). Des millions d'Européens de l'Est se sont soulevés contre la stratégie visant à fournir aux "besoins de base" du peuple — une stratégie suffisante pour des animaux ou des condamnés en prison, mais insupportable pour des êtres humains. De sorte que les théologiens de libération qui attribuaient la misère de l'Amérique Latine à une "dépendance" excessive vis-à-vis de l'Europe et de l'Amérique du Nord, sont maintenant inquiets de voir ces derniers s'occuper des besoins de l'Europe de l'Est, et laisser l'Amérique Latine dans une "indépendance" abusive.

[...]

Tant au niveau international qu'au niveau national, les problèmes de la pauvreté ne disparaîtront pas en régime capitaliste. Mais ils seront, à coup sûr, plus fortement diminués que sous les deux seules autres possibilités : le socialisme, ou la société traditionnelle du Tiers Monde. La combinaison de la démocratie et du capitalisme n'amènera pas les peuples au paradis terrestre ; mais elle fera plus pour libérer les pauvres de la misère et des tyrannies, et pour libérer leur créativité, que n'importe quelle alternative connue. En d'autres termes, la combinaison démocratie plus capitalisme est un système médiocre ; mais tous les autres sont pires. Un tel ralliement n'est pas enthousiasmant. Mais le monde réel n'est pas une utopie, et les utopies ont eu déjà en notre siècle une fort sanglante histoire.

Même si l'on dit que **Centesimus Annus** n'est pas un constat de triomphe à cent pour cent du Capitalisme, il en suffit de la moitié pour un système réaliste, et bibliquement enraciné, capable de fonctionner de ce côté-ci de l'Histoire qui finira au Dernier Jour.

En attendant, nous avons beaucoup de durs efforts à accomplir pour faire entrer les milliards de pauvres du Tiers Monde dans le système de liberté et de créativité. Un ample travail à fournir pour soulager les pauvres de pays développés, également. A ne considérer que cet aspect de la pauvreté, et sans préjuger d'autres tâches dans les domaines politiques, moral et culturel, notre devoir d'hommes et de Chrétiens est loin d'être fini.

*Trad. Raoul AUDOUIN*



# Libéral et Croyant

...REALISME ET SPIRITUALITE : L'EGLISE ET L'ECONOMIE DE MARCHÉ...

## LE CONTEXTE DE L'ENCYCLIQUE

par le Pr Rocco BUTTIGLIONE

*L'article dont nous reprenons les passages les plus originaux a paru d'abord dans la Revue CRISIS dirigée par Michael NOVAK et a été reproduit dans "Faith and Liberty" de l'Acton Institute dont le Père SIRICO est président. L'auteur de l'article original est Professeur à l'Académie de Philosophie du Liechtenstein, et fut pendant des années un collaborateur de S.S. JEAN PAUL II — dont il connaît profondément la pensée et la carrière.*

**Centesimus Annus** obligera ceux qui critiquent la doctrine sociale de l'Eglise à s'en prendre résolument au contenu textuel de l'encyclique, au lieu de discuter sur des mots dont le sens est variable, parce que chargé d'émotions différentes, selon notamment que l'on vit à l'ouest ou à l'est de l'Atlantique. L'un de ces mots souvent mal compris est : **capitalisme**.

Aux Etats-Unis, c'est là un terme à connotation positive et entièrement honorable. Il évoque la liberté d'entreprendre, le goût de l'initiative, le droit de bâtir sa destinée par ses propres efforts. Bref, c'est un bastion de la liberté américaine. Généralement, en Europe, "capitalisme" signifie : exploitation des multitudes par une élite influente, disposant des ressources naturelles et historiques d'un pays ; cette oligarchie confisque les ressources et réduit à la pauvreté d'innombrables paysans et artisans.

Une analyse poussée est nécessaire pour comprendre comment le même terme peut avoir des résonances si différentes, voire contradictoires. Dans les pays anglo-saxons, l'économie de libres marchés a bénéficié d'une croissance organique déjà ancienne ; sur le continent européen, la révolution industrielle a été opérée par des groupes restreints, organisés et guidés plutôt par des financiers que par des entrepreneurs industriels ; ils recevaient souvent de l'Etat des appuis décisifs. Dans le deuxième cas, la liberté d'entreprendre fut pratiquement réservée à un groupe social privilégié ; ce capitalisme-là a débuté en forme monopolistique.

# LE POINT DE RENCONTRE

---

## ...REALISME ET SPIRITUALITE : L'EGLISE ET L'ECONOMIE DE MARCHÉ...

---

Pire encore a été la situation dans beaucoup de pays du Tiers-Monde, où des compagnies étrangères et une caste politique corrompue avaient la haute main sur toutes les ressources.

Devons-nous alors parler de différents modèles de capitalisme ? En gros, les règles formelles du système étaient (et sont) les mêmes quel que soit le continent ; mais la concentration du pouvoir effectif aux mains d'un groupe privilégié fait que les mêmes règles engendrent des résultats différents. Sans doute, il est toujours possible (dans une certaine mesure) qu'un groupe jouissant d'un monopole sur une ressource naturelle, culturelle, politique ou économique, parvienne à empêcher d'autres intéressés de se procurer les moyens nécessaires pour pénétrer sur son marché.

Peu importe que l'on dise qu'un tel monopole est de nature capitaliste, ou au contraire n'est qu'une forme mal déguisée de socialisme. Ce qui compte, c'est que nous ayons le même jugement positif sur le capitalisme au sens américain, et le même jugement négatif sur l'autre.



Autre point fortement mis en relief par l'encyclique : les liens nécessaires entre l'économie de marché et l'ambiance culturelle et philosophique. Dans nos sociétés actuelles l'on constate une alliance fréquente entre marché et laxisme ("libertinism" dans le texte anglais, avec le même sens que le mot avait sous l'Ancien Régime).

Dans l'encyclique, cette alliance est appelé **consomérisme** : la valeur sur le marché est considérée comme la seule valeur sociale, tout est jugé de la même façon qu'une marchandise ; notamment le sexe, le corps humain, la dignité des personnes, la vérité, la culture, la religion. Cependant, par leur essence, toutes ces valeurs ne sont, ni ne doivent devenir, des marchandises.

En critiquant le consomérisme, l'encyclique montre clairement que cette connexion entre marché et "libertinisme" n'est pas essentielle ; elle ne découle pas nécessairement de la nature du marché ; c'est plutôt la conséquence d'un certain développement historique. Pour cette raison, il est possible de travailler à changer cette alliance, et d'y substituer celle entre le marché et une adéquate philosophie de l'homme.

## *Libéral et Croyant*

---

### *...REALISME ET SPIRITUALITE : L'EGLISE ET L'ECONOMIE DE MARCHÉ...*

---

L'économie libre présuppose l'homme libre. Pour faire un marché, il faut que deux personnes libres ajustent leurs libres volontés sur les conditions d'une transaction. Une société esclavagiste n'est pas une économie de marché et relève plutôt d'une économie autoritaire ; ce simple fait nous montre qu'il y a une certaine valeur spécifique implicite dans une économie libre.

Notre perception de cette valeur s'accroît si nous considérons que la source principale de la richesse des nations réside dans l'intelligence humaine, et dans la volonté humaine, s'exerçant en vue de répondre aux besoins d'autres hommes, identifiant les ressources naturelles et les talents humains susceptibles de satisfaire à ces besoins, organisant ces éléments, et prenant les risques à courir dans l'effort d'amener les ressources au contact des besoins repérés.

Rarement le rôle de la fonction d'entrepreneur, en tant qu'apport créateur dans le travail humain, n'avait été aussi clairement vu, et aussi hautement apprécié, que dans **Centesimus Annus**. Cette fonction est même qualifiée de vertu particulière — ce qui évidemment implique une responsabilité particulière envers le Bien Commun.

Ceci correspond d'ailleurs à un principe général qui sous-tend non seulement la présente encyclique, mais aussi tout l'enseignement de ce Pape : rien de vraiment bon ne peut être fait sans liberté, mais la liberté n'est pas en elle-même la valeur suprême. La liberté est donnée à l'homme pour lui rendre possible une libre obéissance à la liberté, et le don de soi dans l'amour. Vérité et Amour sont la mesure de la liberté, et des règles d'auto-accomplissement dans la liberté ; dans le domaine économique, aussi bien que dans tous les autres.

*Trad. Raoul AUDOUIN*

# LE POINT DE RENCONTRE

...REALISME ET SPIRITUALITE : L'EGLISE ET L'ECONOMIE DE MARCHÉ...

## L'EGLISE ET LE MARCHÉ : ENFIN !

*Sous ce titre, notre ami Jean-Yves NAUDET nous a donné une brillante analyse de l'encyclique. Nous en reproduisons plusieurs passages concernant des aspects non commentés précédemment par le Pr Michael NOVAK.*

### Sur l'erreur fondamentale du socialisme.

Le paragraphe 13 ci-après est fondamental car il reconnaît à l'homme le droit de poursuivre son bien propre, c'est-à-dire, au fond, sa dimension personnelle, individuelle. En outre, le Pape rappelle que l'homme a aussi une dimension sociale (qui) "se réalise dans divers groupes intermédiaires, de la famille aux groupes économiques, sociaux, politiques et culturels qui, découlant de la même nature humaine, ont — toujours à l'intérieur du bien commun — leur autonomie propre". En termes libéraux, nous parlerions tout simplement de la société civile. Quant au socialisme, JEAN PAUL II écrit :

*« L'erreur fondamentale du "socialisme" est de caractère anthropologique. En effet, il considère l'individu comme un simple élément, une molécule de l'organisme social, de sorte que **le bien de chacun** est tout entier subordonné au fonctionnement du mécanisme économique et social ; tandis que, par ailleurs, (le socialisme) estime que ce même bien peut être atteint hors de tout choix autonome, hors de (la) seule et exclusive décision (de chacun), responsable devant le bien et le mal. L'homme est ainsi réduit à un ensemble de relations sociales, et c'est alors que disparaît le concept de personne comme sujet autonome de décision morale qui construit l'ordre social par cette décision ».*

Enfin, quant à l'inefficacité du système économique socialiste, ce n'est pas d'abord un problème technique, mais plutôt « *une conséquence de la violation des droits humains à l'initiative, à la propriété et à la liberté dans le domaine économique !* » (§ 24).

# Libéral et Croyant

---

## ...REALISME ET SPIRITUALITE : L'EGLISE ET L'ECONOMIE DE MARCHÉ...

---

### Sur le millénarisme

Deuxième thème fondamental : le refus du millénarisme, c'est-à-dire de la société parfaite, du Royaume sur la terre, qui n'aboutirait qu'au totalitarisme. C'est évidemment par ricochet la reconnaissance du caractère imparfait de nos systèmes, le refus du constructivisme, et donc le choix en faveur du marché qui seul tient compte de ce caractère imparfait, pécheur, sous-informé de l'homme [...] Il faut laisser chacun poursuivre son bien propre, concourant ainsi au bien de toute la société ; et Dieu seul doit faire, en fin de compte, le tri que les hommes ne peuvent faire :

*« L'homme tend vers le bien, mais il est aussi capable du mal ; il peut transcender son intérêt immédiat et pourtant lui rester lié. L'ordre social sera d'autant plus ferme qu'il tiendra davantage compte de ce fait et n'opposera pas l'intérêt personnel à celui de la société dans son ensemble, mais qu'il cherchera plutôt comment assurer leur fructueuse coordination. En effet, là où l'intérêt individuel est supprimé par la violence, il est remplacé par un système écrasant de contrôle bureaucratique qui tarit les sources de l'initiative et de la créativité » (§ 25).*

### Sur les limites du marché

“Il y a des besoins collectifs et qualitatifs qui ne peuvent être satisfaits par (les) mécanismes (du marché)”. Là, la balle est dans notre camp, car aucune liste n'est fixée ; à nous, économistes, de montrer que ce qui ne peut être réglé par le marché est quasiment inexistant. Il en va de même pour le chômage, la qualité des produits, l'écologie ; JEAN PAUL II signale les problèmes, il n'apporte pas ici de solutions ; à nous de démontrer et de rappeler que la propriété et le marché sont les meilleures réponses à ces problèmes, que nos sociétés n'ont pas toujours résolus.

[...] Pourquoi souligner en gros titres les limites du marché selon le Pape et passer sous silence celles de l'Etat-Providence ? Pourquoi ces lectures sélectives qui masquent le formidable impact de l'évolution des pays de l'Est, qui a comme libéré le Magistère du faux parallèle permanent entre socialisme et capitalisme ? Il n'y a qu'un système économique naturel, le marché, qu'il faut songer à aider à progresser en permanence. Voilà la grande nouveauté de **Centesimus Annus**.

# LE POINT DE RENCONTRE

---

*...REALISME ET SPIRITUALITE : L'EGLISE ET L'ECONOMIE DE MARCHÉ...*

---

## **Sur la "société de consommation"**

[...] Qu'un Pape affirme, à la suite du Christ, que "l'homme ne vit pas seulement de pain" ne devrait guère surprendre. Jusqu'ici, le discours de l'Eglise était, conformément à sa mission, d'insister sur "pas seulement de pain"; désormais on reconnaît que l'homme a besoin de pain pour vivre, et que pour cela il faut le marché et la liberté économique. [...] Paul FABRA a raison lorsqu'il prend la comparaison suivante: "Au médecin chrétien il est demandé d'aimer son malade, étant sous-entendu que la première chose qu'on exige de lui, c'est d'être professionnellement compétent".

C'est la même chose en économie. Les chrétiens doivent exercer leurs fonctions dans l'économie avec un esprit évangélique; mais on leur demande de le faire dans une économie qui fonctionne, c'est-à-dire dans une économie de marché. On ne cherche plus un illusoire tiers système: le marché est un fait incontournable. La mort du marxisme nous ramène à la réalité économique, comme l'Eglise la voyait par exemple au temps de Saint-Thomas. Il ne s'agit plus de s'en évader, mais de partir des réalités pour aller plus loin, c'est-à-dire d'y introduire une dimension éthique et spirituelle; autrement dit, le supplément d'âme dont a besoin notre monde concret, réel, celui de l'économie libre [...]

Tant pis pour ceux qui n'ont voulu voir (dans l'encyclique) qu'une critique du marché; c'est au contraire une reconnaissance du marché, avec une vision saine de l'homme, appelé à se dépasser lui-même. Car l'Eglise sait que l'homme est à la fois pécheur, limité, et appelé à la sainteté; qu'il est capable du mal et appelé au bien, mais cela dans le monde réel.

*Jean-Yves NAUDET*

## L'AMERIQUE LATINE EST-ELLE PAUVRE PAR LA FAUTE DU CAPITALISME ?

(Extraits d'un exposé du R.P. SIRICO)  
Religion and Liberty. Janv. 91).

Telle est la thèse des tenants de la "Théologie de la Libération" : par exemple le Révérend Leonardo BOFF écrit : "Le capitalisme est un complot des pouvoirs contre les pauvres". Et Paul TILLICH : "Tout Chrétien sérieux doit être socialiste".

Cependant, L. BOFF constate en même temps que : "il est clair que l'actuelle société capitaliste et élitiste n'a pas été constituée en faveur des pauvres ; rien ne peut les servir : ni les lois, ni les tribunaux, ni les appareils politiques, ni la grande presse écrite et parlée".

Quant à moi, je soutiens que l'économie de l'Amérique Latine, en général, est présentement beaucoup plus socialiste que fondée sur le libre marché. Les pesants "contrôles" gouvernementaux empêchent les entrepreneurs de se présenter sur le marché à travers d'étouffantes procédures administratives supposé garantir la loyauté de la concurrence. L'ensemble des structures politiques locales assure aux détenteurs de la force publique la possibilité de s'en servir pour perpétuer des domaines fonciers étendus qui, dès l'origine, avaient été acquis injustement.

Ces oligarchies, qui coïncident avec le haut personnel politique ou l'ont à leurs ordres, neutralisent la concurrence en stipulant les conditions imposées aux compagnies étrangères qui veulent s'établir dans le pays. Assurément, celles qui sont déjà implantées sont tentées d'accepter ou même de solliciter de tels arrangements protégeant leurs profits. C'est là précisément cette tendance à courte vue et contradictoire, chez les hommes d'affaires, qui jadis a provoqué chez Adam SMITH une vigoureuse condamnation des offres de monopole et autre mesures protectionnistes, faites par les gouvernants aux négociants.

Qu'y a-t-il d'étonnant, dans de telles conditions, à ce que ceux qui en sont opprimés clament leur protestation contre le mépris de leur liberté et de leur dignité ? Mais cette contestation s'élève en réalité contre une forme de féodalité, et non pas contre des résultats d'une économie libre.

# LE POINT DE RENCONTRE

---

## *...REALISME ET SPIRITUALITE : L'EGLISE ET L'ECONOMIE DE MARCHÉ...*

---

Dans un livre qui a un grand succès en Amérique Latine (L'autre sentier : la révolution invisible) Hernando de SOTO a suivi les démarches d'une petite entreprise péruvienne pour obtenir la reconnaissance administrative de son projet de fabrication. Cela lui a pris 289 journées à temps plein, et 1 232 dollars en coûts directs, dessous de table et ventes manquées. Cette somme représente 32 fois le salaire minimum légal au Pérou, à l'époque.

Aussi longtemps que de telles structures subsisteront en Amérique Latine, le sort déplorable de la moyenne des gens continuera de stagner. Ce genre de politique est l'antithèse de la liberté et de la libération réclamées, spécialement concernant la liberté d'accès des personnes aux activités de marché. C'est l'intrusion forcée du pouvoir politique ou des organisations para-gouvernementales, empêchant l'entrée aisée sur les marchés, qui bloque le développement économique. Et ce sont ces pratiques d'obstruction qui devraient être dénoncées comme ayant un effet néfaste sur les pauvres.

L'option préférentielle en faveur des pauvres, qui est un aspect essentiel de la mission de l'Eglise, n'implique nullement l'option préférentielle de l'Etatisme. La nature de l'Etat est la contrainte. Pour que l'Eglise évite de répéter des erreurs passées, elle devra résister à l'immémoriale tentation de connivence étroite avec les instruments de coercition. Le danger des théories de libération est de tendre à une situation où, si souvent, ce sont les cliques les plus implacables, les mieux organisées et les moins respectables qui s'installent au pouvoir. [...] L'Eglise est le plus fidèle à elle-même lorsqu'elle règne dans le cœur des gens en vertu de leur engagement librement choisi, au service d'un monde meilleur pour leur prochain.



### LA CENT UNIEME ANNEE

*Après le bicentenaire de la Révolution française, voici le centenaire d'une encyclique sociale qui fut la première du genre et le seul document pontifical à être régulièrement commémoré, de dix ans en dix ans depuis 1931. Pourtant, comme les encycliques précédentes, **Centesimus annus** se veut plus et autre chose qu'un rappel du passé et une simple commémoration. Elle se situe dans le présent pour mieux regarder l'avenir. La centième année, c'est l'An I d'un nouveau siècle.*

Que dit donc et que veut dire cette encyclique ? Les commentateurs s'attachent à l'expliquer. Ma question est plutôt : comment sera-t-elle lue ? En Italie, elle a suscité un enthousiasme dithyrambique, étendu à toute la presse et à tous les partis. En France, le Parti communiste et L'Humanité lui ont réservé un accueil chaleureux tandis que les libéraux ne manquent pas de raisons pour s'en féliciter. C'est à peu près ce qui se passe à l'élection d'un nouveau pape : tout le monde célèbre à l'envi ses mérites avec satisfaction, quitte à lui reprocher bientôt de n'avoir pas tenu les promesses des augures. Chacun projette ses attentes, ses préoccupations, sa manière de penser sur le nouvel élu, puis sur ses enseignements.

Comme les évangiles, les encycliques sont des documents écrits. Ils n'échappent pas au commentaire, à l'exégèse, à l'herméneutique. Les professionnels ont commencé par l'histoire de la **rédaction** (la "production du texte") et, maintenant, s'intéressent parallèlement à l'histoire de la **réception**. L'exégèse biblique est aujourd'hui l'œuvre d'une corporation professionnelle internationale puissante et fortement institutionnalisée : on en est loin pour la littérature des papes contemporains. Et pourtant...

Il existe, à Rome, ce qu'on appelle des vaticanistes, journalistes de la grande presse du monde entier chargés de suivre l'action et la politique du Saint-Siège. Un galon de plus, et l'on est promu vaticanologue. C'est encore un domaine trop large. Un pape comme JEAN PAUL II parle et écrit à un tel rythme qu'il faudrait être "logologue", spécialiste de ses discours pour suivre sa pensée dans son mouvement et ses développements. **Centesimus annus** est la troisième encyclique sociale, mais précédée d'importants discours sociaux (par exemple aux chefs d'entreprise mexicains) et déjà suivie d'autres interventions significatives.

# LE POINT DE RENCONTRE

---

## ...REALISME ET SPIRITUALITE : L'EGLISE ET L'ECONOMIE DE MARCHÉ...

---

Par ailleurs, la rédaction en était achevée au début de novembre 1990 : un mois avant sa publication début mai, une autre version s'est imposée. Les changements introduits sont peut-être le signe de tensions internes à la Curie romaine, mais, sûrement, ils aideraient beaucoup à comprendre le texte définitif. Ce que JEAN PAUL II a préféré ne pas publier donne un éclairage indirecte sur ce qu'il a effectivement publié.

Depuis un siècle et plus, les catholiques n'ont pas cessé de se diviser devant la doctrine sociale de l'Eglise, à la fois sur son interprétation et sur son application. Je ne ferai pas ici l'histoire de ces divisions. Elles sont dominées tout au long par le célèbre **ni-nisme** pontifical — ni libéralisme, ni socialisme —, son sens, ses limites et sa portée, et par la querelle qui s'ensuit sur une éventuelle "troisième voie", le **tercerismo** ainsi que disent les Latino-américains. Sur tous ces sujets, il règne encore beaucoup de confusions et de malentendus : les réduire aurait l'avantage de mettre à nu les désaccords réels entre catholiques d'abord, avec la Doctrine sociale de l'Eglise ensuite.

La dispute sur le libéralisme a été violente, durable et fondamentale. L'antilibéralisme est profondément enraciné dans le catholicisme. A ce jour, pourtant, nous n'avons encore aucune histoire générale de l'influence des idées libérales sur les milieux catholiques dans les divers champs de l'activité et de la pensée (exception faite des "catholiques libéraux" autour de Montalembert et du **Correspondant**) ; aucune histoire doctrinale du mot **libéralisme** dans la pensée catholique ; aucune histoire comparée du libéralisme vécu dans les sociétés modernes et du libéralisme repoussé par l'Eglise romaine.

A mon sens, le dossier est clair et se résume à un paradoxe apparent. D'une part, l'Eglise romaine ne reviendra pas sur sa condamnation de principe du libéralisme en tant qu'il dérive des Lumières et d'une "philosophie" jugée antichrétienne.

Mais, sans nier cette opposition de fond, il y a désormais une manière d'être et de se dire libéral (ou socialiste) qu'on ne peut plus juger incompatible avec la pensée catholique ; et donc un désaccord entre catholique professant leur libéralisme ou leur socialisme qui cesse d'être affaire d'Eglise pour n'être que débat de société, économique, politique, social.

A mon sens encore, ce débat va — heureusement — se concentrer autour de "l'économie de marché". Sa reconnaissance universelle intègre, au-delà de toute théorie générale pure, non seulement des analyses assez différentes de ce qu'elle est dans son fonctionnement réel, mais aussi des conceptions antagonistes de ce qu'elle doit et peut être. Si les partis démocrates chrétiens s'attachent à une "économie sociale de marché", c'est bien qu'ils l'opposent à une "économie libérale de marché". Ces divergences d'écoles doivent nous inciter à regarder de plus près ce qu'elles recouvrent. Il y va de ce que signifie aujourd'hui le mot libéralisme et des espoirs qu'il porte.

*Emile POULAT*

## Libéral et Croyant

... PAROLES DU PAPE ... PAROLES DU PAPE ... PAROLES DU PAPE ...

### ROLE EVANGELISATEUR DES LAÏCS (Christifideles laïci)

Dans des nations entières de ce qu'on appelle le Premier-Monde, le bien-être économique et la course à la consommation, même s'ils côtoient des situations effrayantes de pauvreté, inspirent et alimentent une vie vécue "comme si Dieu n'existait pas". L'indifférence religieuse et l'absence totale de signification qu'on attribue à Dieu, en face des problèmes graves de la vie, ne sont pas moins préoccupantes et délétères que l'athéisme déclaré. [...]

En d'autres pays ou nations, au contraire, on conserve encore beaucoup de traditions très vivantes de piété et de sentiment chrétien ; mais ce patrimoine moral et spirituel risque aussi de disparaître sous la poussée de nombreuses influences, surtout celles de la sécularisation et de la diffusion des sectes. Seule une nouvelle évangélisation peut garantir la croissance d'une foi claire et profonde, capable de faire de ces traditions une force de réelle liberté.

[...] Les fidèles laïcs sont aujourd'hui, en vertu de leur participation à la fonction prophétique du Christ, pleinement engagés dans cette tâche de l'Eglise. A eux, en particulier, il revient de témoigner que la foi constitue la seule réponse pleinement valable (que tous, plus ou moins consciemment, entrevoient et appellent) aux problèmes et aux espoirs que la vie suscite en chaque homme et chaque femme et en toute société. Cela sera possible si les fidèles laïcs savent surmonter eux-mêmes la rupture entre l'Evangile et la vie, en créant dans leur activité de chaque jour, en famille, au travail, en société, l'unité d'une vie qui trouve dans l'Evangile inspiration et force de pleine réalisation.

A tous les hommes d'aujourd'hui, je répète, une fois encore, le cri passionné par lequel j'ai ouvert mon service pastoral : *"N'ayez pas peur, ouvrez, ouvrez toutes grandes les portes du Christ !"* A sa puissance salvatrice, ouvrez les frontières des Etats, les systèmes économiques comme les systèmes politiques, les vastes domaines de la culture, de la civilisation, du développement.

La synthèse vitale que les fidèles laïcs sauront opérer entre l'Evangile et les devoirs quotidiens de la vie sera le témoignage le plus beau et le plus convaincant pour montrer que ce n'est pas la peur, mais la recherche du Christ et l'attachement à sa personne qui sont le facteur déterminant pour que l'homme vive et grandisse, et pour que naissent de nouveaux modèles de vie plus conformes à la dignité humaine.

(Texte reproduit dans le n° de Mai 1991 de "Prions en Eglise", Novalis C.P.990 Outremont Québec, Canada H2V 4B7).

# LE POINT DE RENCONTRE

## *Libéral et Croyant*

**AU SOMMAIRE DE CE NUMERO 25 D'OCTOBRE - NOVEMBRE 1991**

### EDITORIAL

- Un autre mur doit tomber par Raoul AUDOUIN 1 et 2

### NOTRE DOSSIER :

### REALISME ET SPIRITUALITE : L'EGLISE ET L'ECONOMIE

#### DE MARCHE

- Le capitalisme sainement compris dans la perspective de l'humanisme chrétien, par Michael NOVAK p. 3 à 8
- Le contexte de l'Encyclique, par Rocco BUTTIGLIONE p. 9 à 11
- L'Eglise et le marché : enfin ! par Jean-Yves NAUDET
  - Sur l'erreur fondamentale du socialisme p. 12
  - Sur le millénarisme p. 13
  - Sur les limites du marché p. 13
  - Sur la "société de consommation" p. 14
- L'Amérique latine est-elle pauvre par la faute du capitalisme ? par le Père SIRICO p. 15 et 16
- La cent unième année, par Emile POULAT p. 17 et 18

### PAROLES DU PAPE

- Le rôle évangéliste des laïcs p. 19

---

Le Point de Rencontre.

35, avenue Mac-Mahon — 75017 PARIS — Tél. 43 80 55 18